

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA POURSUITE INTENTÉE CONTRE UN CITOYEN CANADIEN PAR  
L'ÉTAT DE FLORIDE

**M. Chris Speyer (Cambridge):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et découle d'articles parus dans la presse, ce matin et hier, concernant la décision prise par l'État de la Floride de poursuivre Sydney Jaffe sous de nouveaux chefs d'accusation. Par conséquent, au cas où sa requête en libération conditionnelle serait acceptée, il sera à nouveau arrêté. Toute cette affaire, qui a commencé par l'enlèvement de M. Jaffe, a jeté de sérieux doutes sur la qualité de la justice appliquée dans cet État et l'honnêteté du jugement du procureur général. Par conséquent, je demande au premier ministre quel genre de représailles notre pays a l'intention de prendre contre une conduite que nous jugeons inacceptable.

**L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice):** Monsieur le Président, le député a raison de dire que les événements qui ont marqué le début de l'affaire Jaffe sont tout à fait inadmissibles, non seulement pour notre pays, mais aussi pour tous les autres pays civilisés. Nous avons protesté avec véhémence contre ces actes et j'ai assisté à de nombreuses réunions consacrées à cette question, notamment à quelques-unes avec des responsables américains.

L'affaire est toujours en cours de jugement aux États-Unis. Le gouvernement du Canada a demandé une ordonnance d'*habeas corpus* auprès de la cour fédérale de ce pays et nous devons, je crois, attendre la fin de ces démarches. M. Jaffe a le droit de subir le procès de son choix. Ses objectifs ne sont pas exactement les mêmes que les nôtres, bien qu'ils y correspondent dans une large mesure.

Je crois qu'il importe, monsieur le Président, puisque nous invoquons dans cette affaire la légalité et des principes moraux, que nous respections nous-mêmes tous les aspects légaux.

\* \* \*

**LA CONSOMMATION ET LES CORPORATIONS**LE MONTANT DE LA HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE—LA  
POSITION DU MINISTRE

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse encore une fois au ministre de la Consommation et des Corporations. Les principales compagnies pétrolières ont augmenté de 15c. le litre le prix de l'essence. Pour elles, un cent le litre représente 250 millions de dollars . . .

**M. le vice-président:** Le député peut-il poser sa question?

**M. Skelly:** Madame le ministre a-t-elle l'intention de rester à rien faire tandis que les sociétés pétrolières extorquent près de 5 milliards de dollars aux consommateurs, ou va-t-elle demander à son ministère d'effectuer immédiatement une enquête pour déterminer le juste prix de détail de l'essence, et

s'efforcer d'obliger les sociétés pétrolières à ramener leurs prix à ce niveau?

**L'hon. Judy Erola (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, j'ai essayé à deux reprises de répondre à la question du député et je vais le faire une troisième fois. Je tiens à dire bien clairement que l'enquête en cours nous permettra, je l'espère, d'obtenir des données qui aboutiront à des mesures justes pour toutes les parties en cause, tant les sociétés pétrolières que les consommateurs.

On peut dire en toute justice que cette augmentation est due en grande partie aux hausses des taxes imposées, bien entendu, au niveau provincial. Je tiens à signaler sans équivoque que c'est l'une des causes du problème.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**ON DEMANDE LA SUSPENSION DU TRAITÉ D'EXTRADITION  
CANADO-AMÉRICAIN

**M. Chris Speyer (Cambridge):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Justice et porte sur le même sujet. Étant donné l'attitude scandaleuse et méprisable qu'a adoptée l'État de la Floride dans le cas Jaffe, étudiera-t-il attentivement la possibilité de suspendre notre traité d'extradition avec cet État afin qu'on n'ait plus à subir ses procédés plutôt douteux d'administration de la justice?

**L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice):** Monsieur le Président, je suis tout aussi indigné que le député devant l'attitude de la Floride. Notre traité d'extradition n'a toutefois pas été conclu avec cet État, mais avec le gouvernement des États-Unis. Je ne crois pas qu'à ce stade-ci il y ait lieu de prendre les mesures dont a parlé le député. Selon moi, nous ne pouvons pour l'instant que mettre l'accent sur les voies légales, car, après tout, ce sont elles qui n'ont pas été respectées par ceux qui ont enlevé Jaffe pour l'emprisonner en Floride.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'URSS—LA DESTRUCTION D'UN AVION COMMERCIAL  
CORÉEN—LE REJET DE LA NOTE CANADIENNE

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et, bien entendu, elle a trait au tragique écrasement du vol 007 de l'aviation civile coréenne. Comme le gouvernement a essayé de prévenir l'Union soviétique qu'il réclamerait des dédommagements pour la mort tragique de dix Canadiens et d'autres passagers lors de cet écrasement, le premier ministre pourrait-il nous dire quelles mesures additionnelles le gouvernement prendra, compte tenu du fait que l'Union soviétique l'a insulté à deux reprises, d'abord quand elle a refusé d'accepter une simple note sur le dédommagement et, ensuite quand elle a renvoyé le note par courrier la deuxième fois?